

**Assemblée générale**

Distr.: Limitée
28 juillet 2003

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**
Sixième session
Vienne, 21 juillet-8 août 2003
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de Convention des Nations Unies
contre la corruption**

Propositions et contributions reçues des gouvernements**Sri Lanka: amendements aux articles 24, 25 et 26**

Il est proposé de modifier les articles 24, 25 et 26 de sorte qu'ils se lisent comme suit:

*“Article 24
Abus de pouvoirs*

Chaque État Partie peut envisager d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement, au fait, pour un agent public, d'abuser de ses pouvoirs afin d'obtenir dans l'exercice de ces pouvoirs un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

*Article 25
Enrichissement illicite*

1. Sous réserve de sa constitution et des principes fondamentaux de son système juridique, chaque État Partie peut prendre les mesures nécessaires pour conférer dans sa législation le caractère d'infraction, lorsque les actes ont été commis intentionnellement, à l'enrichissement illicite, découlant de la commission des infractions spécifiées dans la présente Convention.

2. Au paragraphe 1 du présent article, le terme 'enrichissement illicite' s'entend d'une augmentation démesurée du patrimoine d'un agent public que les revenus légitimes de ce dernier ne peuvent raisonnablement expliquer.



Article 26

Utilisation irrégulière d'informations confidentielles ou privilégiées

Chaque État Partie peut adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement, au fait, pour un agent public, de révéler irrégulièrement, afin d'obtenir un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers, tout type d'information confidentielle ou privilégiée qu'il lui est interdit de révéler."
